

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

AZELIS PEROXIDES
à Chalon-sur-Saône

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

N° 2013013-0008

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

VU l'arrêté préfectoral n° 00/5464/2-2 du 26 décembre 2000 autorisant la Société chalonnaise de peroxydes organiques (SCPO) à exploiter une installation de stockage de peroxydes organiques sur le territoire de la commune de CHALON SUR SAONE, complété par l'arrêté préfectoral n°11 - 00081 du 11 janvier 2011 autorisant le changement d'exploitant au profit d'AZELIS PEROXIDES,

VU l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 qui dispose que « l'exploitant affecte les moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement. »

VU l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2011 qui dispose qu' « un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. »

VU l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2011 qui dispose que « l'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs du bon état des réseaux de collecte des effluents et de leur étanchéité. »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 décembre 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, faisant état des non-conformités relevées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que la réception sur site le 07 août 2013 de déchets industriels de styrène en cours de polymérisation sans l'autorisation requise montre que l'exploitant ne veille pas au bon fonctionnement du système de gestion de la sécurité ;

CONSIDERANT que l'incident survenu le 13 septembre 2013, en lien direct avec la réception de ces déchets, montre que les moyens appropriés ne sont pas affectés par l'exploitant au système de gestion de la sécurité ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux à jour suite aux modifications intervenues sur ce dernier ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne procède pas à des contrôles préventifs du bon état des réseaux de collecte des effluents et de leur étanchéité ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.2.2 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2011 ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à engendrer des atteintes à l'environnement ;

CONSIDERANT que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS AZELIS PEROXIDES de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé et des articles 4.2.2 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2011 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La SAS AZELIS PEROXIDES dont le siège social est situé 23 rue des ardennes 75019 PARIS, est mise en demeure, pour son établissement situé à CHALON SUR SAONE 71100, route des Varennes, de respecter :

- les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- les dispositions des articles 4.2.2 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2011 susvisé **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus par l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 :

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS AZELIS PEROXIDES et dont copie sera adressée à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le **13 JAN. 2014**

Le préfet,

**Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire**

Catherine SÉGUIN